

TRAIN ■ L'association pour la ligne LGV était en assemblée générale hier

08/12/18

Le défi du TGV et des lignes existantes

L'association TGV Grand Centre Auvergne, qui promeut le TGV Paris-Clermont-Ferrand, a changé de nom.

Place désormais à « TGV et mobilité ferroviaire Centre Auvergne ». Telle est la décision prise lors de l'assemblée générale qui se tenait hier après-midi à la Cité de l'or, à Saint-Amand-Montrond.

Derrière un changement d'appellation qui semble n'être qu'une question de forme, le président, Rémy Pointereau, souhaite montrer que le combat de l'association ne se limite pas à la seule question de la ligne TGV.

Défendre la ligne Bourges-Montluçon

Car le projet d'un Paris-Clermont-Ferrand ne se profile pas avant l'horizon 2035. Une échéance lointaine et même un « projet enterré » comme l'a déclaré récemment Loïc Kervran, le député de la circonscription. Rémy Pointereau a marqué son désaccord avec ces déclarations et a regretté qu'il n'y ait pas davantage de « solidarité » de la part de l'État sur ce sujet.



ASSEMBLÉE. Rémy Pointereau (au micro), sénateur du Cher et président de l'association TGV et mobilité ferroviaire pour Centre Auvergne, et Thierry Vinçon, maire de Saint-Amand.

L'association ne souhaite pas remplacer les associations existantes dans ce combat mais, au contraire, fédérer ceux qui travaillent sur le territoire du futur TGV.

Ce changement de nom est l'occasion de rappeler l'attachement de l'association pour ce qui existe déjà. « Si nous voulons notre ligne TGV, il faut que l'on rénove les lignes existantes et qu'on les modernise », a souligné Rémy Pointereau.

La ligne Bourges-Montluçon (lire ci-dessus) a fait l'objet de vifs échanges au cours de la réunion. Christophe Guerreiro, président de l'Ombre à la lumière, une association de défense de l'économie montluçonnaise, a rappelé l'importance de « se battre » pour cette ligne ferroviaire.

Philippe Fournié, vice-président de la Région Centre délégué aux transports (collectivité qui gère la ligne), a souligné que l'axe ferroviaire était « en très mauvais état » et a rappelé qu'il fallait trouver 96 millions d'euros d'ici 2025 rien que pour le remettre à niveau et qu'il ne ferme pas. ■

Guillaume Faucheron

Berry

10/12/2018 à 08:58